

Autour du noyau franco-allemand

Le Comité pour l'Union monétaire de l'Europe de 1986 à 1993

Laurence Pellegrini*



« *L'euro fort a camouflé la crise* », a affirmé Herman van Rompuy. Dans un entretien accordé au *Financial Times* en juin 2010, le président du Conseil européen reprochait aux états et au marché un trop grand laxisme et au « couple » franco-allemand d'avoir négocié en 2005 un assouplissement du pacte de stabilité. Adoptée lors du conseil européen d'Amsterdam en 1997, cette mesure contraignait a priori les pays de la zone euro à disposer de budgets équilibrés ou excédentaires.

Dans cette période de doute collectif sur l'avenir de la monnaie européenne, la presse, française et allemande, cherche des réponses auprès de ceux qu'elle surnomme les « pères de l'euro », l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing et l'ancien chancelier Helmut Schmidt. Dans une tribune adressée au *Zeit* et au *Point*, et reprise dans l'ensemble de la presse internationale sous le titre *L'appel de Giscard et Schmidt pour sauver l'euro*, le « couple » pointe non seulement l'inefficacité des Européens dans la convergence des politiques économiques et monétaires, mais surtout l'absence de contrôle des institutions européennes en ce qui concerne le pacte de stabilité. A plusieurs reprises depuis qu'ils ont quitté le pouvoir au début des années 1980, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont lancé des avertissements sur les carences institutionnelles de l'Europe et ont dénoncé le « *manque de courage* » (*Die Zeit*, 09.06.2005) ou de « *volonté politique* » (*L'Express*, 25.02.2010). En 2000 par exemple, *Le Figaro* avait publié « *la leçon d'Europe* » du couple, qui consistait à prévenir du danger des élargissements européens, sans renforcement préalable des structures communes.

Alors qu'ils étaient simultanément au pouvoir, leur contribution à la construction de l'Europe monétaire, le Système monétaire européen (SME)

Europa und der Euro

Der Präsident des Europarates, Herman van Rompuy, wirft im Juni 2010 der Staatengemeinschaft und den Märkten eine zu große Nachgiebigkeit vor und den europäischen Kernländern Deutschland und Frankreich die Aufweichung des Stabilitätspaktes.

Angesichts der Fragen und Zweifel hinsichtlich Stabilität und Zukunft des Euro geben die „Väter“ der europäischen Gemeinschaftswährung, Valéry Giscard d'Estaing und Helmut Schmidt, Antworten. Sie haben sich nicht nur während ihrer Amtszeit, sondern immer wieder dazu geäußert – auch zur aktuellen Krise.

Laurence Pellegrini erinnert in ihrem Beitrag an das 1986 von Giscard und Schmidt gegründete und sukzessive etwa mit Pierre Bérégovoy, James Callaghan oder Gaston Thorn hochkarätig besetzte *Comité pour l'union monétaire de l'Europe* (CUME), das bis 1993 den Weg zur europäischen Gemeinschaftswährung zivilgesellschaftlich begleitete und kommentierte. Es dürfe nicht vergessen werden, so die Autorin, dass der Euro wesentlicher Teil des politischen Projekts Europäische Union ist. Red.

* Laurence Pellegrini est doctorante en études germaniques à l'université de Provence. Son analyse a été réalisée d'après un entretien avec Paul Mentré, secrétaire exécutif du Comité pour l'Union monétaire de l'Europe.

en 1979, avait précisément pour vocation d'harmoniser les politiques monétaires des états membres de la Communauté. Insatisfaits du déroulement de cette question sous l'égide de leurs successeurs François Mitterrand et Helmut Kohl, et convaincus que le « couple » franco-allemand avait un rôle décisif à jouer, Valéry Giscard d'Estaing, accompagné de son proche collaborateur Paul Mentré, et Helmut Schmidt se rencontrent au début des années 1980 à Côme, où ils élaborent un plan d'action commun.

Aussi les deux anciens officialisent-ils en 1986 la poursuite de leur collaboration par la création du Comité pour l'union monétaire de l'Europe (CUME). Composé de dix-sept membres issus des milieux politiques, bancaires ou encore industriels des douze pays de la Communauté européenne, le CUME, coprésidé par Giscard-Schmidt, s'apparente à une Commission européenne de la société civile. Sa vocation première est alors la poursuite de l'entreprise d'Europe monétaire débutée par le « couple ».

A l'image de la composition qu'avait alors la Commission européenne, les pays européens majeurs tels que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne disposent de deux sièges, tandis que la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Grèce, le Portugal, le Danemark et l'Irlande ne comptent qu'un seul membre. Le CUME étant basé sur le noyau franco-allemand, le choix des représentants de ces deux délégations reflète leur influence potentielle auprès de l'opinion publique. En France, le président Giscard d'Estaing appelle les deux formations politiques majeures, la gauche d'une part avec l'ancien ministre socialiste de l'Economie et des Finances, Pierre Bérégovoy (1984-86 ; il sera rappelé en 1988), et la droite d'autre part avec l'ancien gouverneur de la Banque de France, Renaud de la Genière, à participer aux travaux du CUME. Paul Mentré, inspecteur des Finances, président du Crédit national et ancien directeur adjoint de cabinet du ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, qui prend la fonction de secrétaire exécutif au sein du CUME dès sa création, est chargé des questions monétaires.

« L'ensemble des pays de la Communauté européenne sont associés au projet Giscard-Schmidt. »

En Allemagne fédérale, Helmut Schmidt obtint la participation d'un membre éminent de la *Deutsche Bank*, seul susceptible de convaincre son pays du bien-fondé de l'union monétaire. Wilfried Guth, neveu de l'ancien chancelier Ludwig Erhard et président du Conseil de surveillance de la principale banque allemande, se joint donc au CUME. Entre 1974 et 1975, il fut également le représentant d'Helmut Schmidt aux côtés des délégations française, britannique, japonaise et américaine dans l'élaboration d'une réflexion commune sur les problèmes liés à la crise du pétrole. Le chancelier allemand intègre également à cette équipe le social-démocrate Manfred Lahnstein, ancien secrétaire d'Etat chargé des Affaires monétaires, de la Finance internationale et des Affaires européennes (1977-80), ancien chef de la chancellerie (1980-82) et président du groupe de médias européens *Bertelsmann*. Le secrétaire exécutif allemand, l'économiste Uwe Plachetka, est chargé des questions macro-économiques.

Le choix des membres, tout comme les diverses publications du CUME, montre que les aspects macro-économiques et monétaires de la construction européenne sont privilégiés par rapport aux considérations politiques. Afin de préserver sa liberté d'expression et son indépendance, le CUME tient ses réunions à huis clos, celle-ci se terminant toutefois par une rencontre de deux coprésidents avec la presse et exclut de ses membres tout ministre en activité. A titre individuel, Giscard d'Estaing en tant que président de l'UDF, et le social-démocrate Schmidt au travers de ses articles dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, disposent d'une tribune politique efficace face aux gouvernements socialiste français et chrétien-démocrate allemand en place. Au sein de leur comité, ils incarnent la coprésidence bipartisane, rendant ainsi le discours plus universel.

Dans cette même optique, l'ensemble des pays de la Communauté européenne est associé au projet Giscard-Schmidt. Convaincre notamment les représentants de la Grande-Bretagne, dont le pays s'oppose traditionnellement à ses partenaires

européens, est un enjeu important. James Callaghan, ancien premier ministre travailliste (1976–79) et membre du Parlement, ainsi que le conservateur David Howell, ancien secrétaire d'Etat à l'Energie (1979–81) et aux Transports (1981–83) et membre du Parlement britannique, rejoignent le CUME. James Callaghan, qui n'est pas un Européen fervent et qui s'était montré réticent à la mise en œuvre du SME et de l'ECU, est un partenaire qui apporte la contradiction. Malgré des divergences d'opinion, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et James Callaghan ont témoigné d'affinités professionnelles. Alors qu'ils étaient tous trois ministres des Finances, ils se rencontraient au sein d'une assemblée informelle, le *Library Group*, qui réfléchissait aux impacts du système de change flottant instauré depuis 1973 sur l'économie mondiale. Jusqu'alors, le système de *Bretton Woods*, qui devait réorganiser après la Seconde guerre mondiale le système monétaire international, prévoyait la convertibilité fixe entre le dollar et l'or.

Le CUME accueille également des personnalités d'expérience, œuvrant directement en faveur de l'Europe : Etienne Davignon, vice-président belge de la Commission européenne (1981–85), auteur dans les années 1970 d'un rapport sur la coopération en matière de politique étrangère et, dans les années 1980, du Plan Davignon sur la restructuration de la sidérurgie des états de la Communauté ; Gaston Thorn, ancien premier ministre luxembourgeois (1974–79), ancien président de la Commission européenne (1981–85), ardent défenseur de l'UEM ; Rinaldo Ossola, ancien directeur général de la *Banca d'Italia* (1975–76), ancien ministre du Commerce extérieur (1976–79) et président du *Credito Varesino*, auteur du rapport *Ossola* sur les droits de tirages spéciaux, instrument de réserve adopté par le FMI en 1969.

Entre 1986 et 1993, le CUME se réunit à quatorze reprises. Ces rencontres ont pour but de mettre en commun les travaux du comité avec ceux des personnalités politiques (les ministres des Finances), les acteurs du monde économique (les gouverneurs des banques centrales) et les experts

des questions européennes en charge de dossiers majeurs.

A titre d'exemple, Tommaso Padoa-Schioppa, ancien directeur général pour l'Economie et les Affaires financières de la Commission des Communautés européennes (1979–83), et, à cette époque, directeur général adjoint de la Banque d'Italie (1984–97), est systématiquement associé aux travaux du CUME. L'économiste italien, président d'un groupe de fonctionnaires et d'universitaires soutenu par la Commission européenne, *Efficacité, stabilité, équité*, développa notamment devant le Comité son « théorème » de l'incompatibilité entre trois objectifs : la liberté des mouvements de capitaux, l'indépendance des politiques monétaires, la fixité des changes.

Le CUME, qui se félicite d'être à l'origine du comité Delors (1988–89), suit également de près les étapes vers l'union monétaire que ce dernier élabore : premièrement la préparation nationale par la suppression du contrôle des changes et l'autonomisation des banques centrales ; deuxièmement la coordination renforcée des politiques monétaires nationales par le rétrécissement des marges de fluctuation entre les

« Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et James Callaghan ont témoigné d'affinités professionnelles. »

monnaies de la Communauté ; et enfin la création de l'Institut monétaire européen ayant vocation à se transformer en banque centrale européenne. Deux membres du CUME, l'Espagnol Miguel Boyer Salvador et le Danois Niels Thygesen, participent directement à la réflexion du comité Delors. Ces derniers sont ainsi porteurs des conclusions du comité Giscard-Schmidt sur la scène politique européenne.

Les membres du CUME sont convaincus, et notamment la délégation allemande, que l'union monétaire de l'Europe n'aura de valeur que si une véritable monnaie fiduciaire (chèques, espèces, cartes de crédit), précédée par une utilisation scripturale au niveau des marchés financiers et de leurs acteurs, est instaurée. Dans cette optique, l'étroite collaboration avec des acteurs privés de l'économie s'impose. L'Association bancaire pour l'ECU, créée en 1985 par dix-huit banques commerciales européennes soutenues par la Banque

européenne d'investissement et la Commission européenne, est un partenaire de choix. Cette dernière contribue en effet à la promotion et au développement du système de compensation en ECU, mais soutient également, grâce à son expérience, toute initiative provenant du marché européen. L'Association pour l'union monétaire de l'Europe, à laquelle ont notamment adhéré les présidents de *Fiat*, de *Volkswagen*, de *Total* et de *Philips*, est également un appui important. Composée de près de deux cents grandes entreprises, cette association influente fondée en 1987, qui soutient les initiatives de Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, encourage les milieux commerciaux à davantage utiliser l'ECU et leur propose un encadrement.

Au moyen d'une publication annuelle diffusée à la presse et aux décideurs, le CUME présente ses conclusions. Son postulat repose essentiellement sur le fait que le SME et l'ECU ont certes démontré leur efficacité dans les politiques publiques par le maintien des monnaies participantes face aux fluctuations du dollar et par la convergence des politiques monétaires nationales. Mais le succès inattendu auprès des acteurs privés révèle les limites de la politique monétaire initiée par le couple Giscard-Schmidt, qu'ils voudraient dans un premier temps voir étendre aux entreprises européennes dans leur ensemble (la « monnaie parallèle ») et dans un deuxième temps aux citoyens de la Communauté européenne (la « monnaie unique »).

Un programme pour l'action (1988) élabore alors les statuts d'une banque centrale européenne, question qui, au sein du CUME, tint une place essentielle dans le dialogue entre le président français et le chancelier allemand. Tous deux reconnaissaient l'intérêt de créer un système européen de banques centrales composé d'une BCE capable d'assurer la convergence monétaire et des banques centrales nationales, qui agissaient directement sur les marchés nationaux, exécutant les directives au plan local. La question de l'indépendance de la BCE et des banques centrales membres du système, se posait alors : la thèse allemande

de soutenait l'autonomie totale de cette institution, alors que Valéry Giscard d'Estaing, conscient que l'opinion publique française pouvait redouter le transfert de compétences régaliennes à une instance supranationale, s'interrogeait. Néanmoins, la volonté existait de créer une monnaie forte suscitant la confiance sur le marché international, conduisant le Comité dans son ensemble à se prononcer pour l'indépendance de la BCE vis-à-vis des pouvoirs politiques. Cette question trouve un écho déterminant dans les cercles politiques : en juin 1988, le Conseil européen inscrit la question de la création d'une BCE à l'ordre du jour, la tâche d'évaluer les lignes directrices du CUME revenant au comité Delors. L'analyse des statuts de la BCE aujourd'hui montre que les propositions du CUME les ont largement inspirés.

« La volonté existait de créer une monnaie forte suscitant la confiance sur le marché international. »

Reprochant aux gouvernants leur lenteur administrative, le couple Giscard-Schmidt change de ton et passe en 1989 des propositions aux exhortations : « *Trois actions doivent être entreprises : la marche vers la création d'une banque centrale européenne ; la promotion de l'ECU, à titre de monnaie optionnelle ; l'entrée progressive de l'ensemble des monnaies des pays de la CEE dans le dispositif de change.* » Le CUME appuie ses arguments sur le fait que certes l'UEM nécessite un important transfert de compétences, mais qu'elle engendrerait non seulement une économie plus performante, mais aussi une indépendance vis-à-vis des grandes puissances mondiales telles que les États-Unis et le Japon. Dès lors, le CUME prône le rassemblement d'un maximum de monnaies européennes autour d'un même projet (les « monnaies membres » et « monnaies associées ») dans le but de concurrencer les « monnaies tierces ».

En 1990, l'échéance de la réunification allemande se précisant, le CUME prône l'accélération du processus d'unification monétaire, notamment par « *la promotion de l'ECU, le rétrécissement des marges, la modification des relations entre les banques centrales et le FECOM* ». Dans un courrier adressé au comité Delors, le CUME souligne l'« *urgence* » de la situation et les « *opportunités nouvelles* » qu'engendre la réunification. Il s'agit

surtout de mener une unification allemande dans le contexte européen, de manière à éviter qu'« une monnaie nationale, le Deutschmark, joue un rôle exclusif en Europe » et pour que la CE « montre sa capacité à s'affirmer sur le plan politique, économique et monétaire ».

« Soit on va assister à une réunification allemande avant que l'Europe soit construite, soit on va achever la construction de l'Europe de l'Ouest pour accueillir l'Allemagne de l'Est, je souhaite qu'on prenne le deuxième choix. » Soucieux de ne pas voir la Communauté économique européenne déstabilisée par l'entrée de la RDA et réitérant sa vision d'une Europe basée sur une répartition égalitaire des pouvoirs entre la France et l'Allemagne, l'ancien président français se positionne, lors des débats au Parlement européen, en faveur de « l'accélération de l'union de la Communauté ».

Si Helmut Schmidt se réjouit de la chute du Mur et se félicite que les citoyens de l'ancienne RDA intègrent la République fédérale, il ménage en priorité ses partenaires : « Les forces politiques en République fédérale doivent s'assurer de ne laisser aucun doute possible sur le fait que nous nous en tenons à nos engagements contractuels avec la Communauté européenne et l'Alliance atlantique », écrit-il le 10 novembre 1989 dans l'hebdomadaire *Die Zeit*. L'ancien chancelier souligne en effet le rôle prépondérant de l'Europe, et plus particulièrement de la France, dans le succès d'une réunification future : « pour la reconnaissance internationale du processus de rapprochement, aucun peuple n'est plus important que les Français ».

À la fin de l'année 1991, les accords de Maastricht entre les membres de la Communauté européenne prévoient la création de l'institut monétaire européen en 1994, chargé de préparer l'instauration d'une banque centrale et d'une monnaie unique européennes. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, qui ont contribué à l'élaboration de ce projet, utilisent la parution du CUME intitulée *Europe 92, une évaluation* comme tribune pour le « oui » à Maastricht dans les cercles politiques : « La priorité pour tous est au-

jourd'hui d'assurer la ratification, par référendum ou par la voie parlementaire des accords de Maastricht. » En particulier, le « couple » mène une campagne médiatique en faveur du « oui » au référendum du 20 septembre 1992 en France, prévu pour ratifier le Traité.

Le rôle du CUME, qui consistait à militer en faveur de la monnaie unique, est rempli. Aucune dissolution n'est prononcée, mais à partir de 1993, les membres ne ressentent plus la nécessité de se réunir, le relais ayant été pris par les gouvernements nationaux et les institutions communautaires. Une seule réunion interviendra par la suite dans les locaux de l'Institut monétaire européen de Francfort, le 12 décembre 1995. À la

veille du Conseil européen de Madrid, qui doit adopter la création d'une monnaie unique en 1999, le « couple » expose ses conceptions dans une conférence de presse : « La monnaie européenne est une pièce essentielle du grand projet lancé dans les années 1960 pour réaliser l'union politique de l'Europe. Le Comité insiste pour que les dirigeants retrouvent l'inspiration qui a procédé au lancement puis au progrès continu depuis quarante ans de l'union intime et fédérative des États européens. »

« La monnaie européenne est une pièce essentielle du grand projet lancé dans les années 1960 pour réaliser l'union politique de l'Europe. »

Certaines citations sont tirées des publications annuelles du Comité pour l'union monétaire de l'Europe :

- *Un programme pour l'action* (1988)
- *L'union monétaire européenne. Monnaies membres, monnaies associées, monnaies tierces* (1989)
- *Pour une monnaie commune vers une monnaie unique. La monnaie européenne, monnaie optionnelle* (1990)
- *L'union économique et monétaire. La dimension politique* (1991)
- *Europe 92, une évaluation* (1992).